

**Résolution de la présidence**

**approuvée par l'Assemblée des délégué(e)s du Parti socialiste suisse le 1<sup>er</sup> octobre 2011 à Bienne**

**Des milliards pour de nouveaux avions de combat tout en démantelant le secteur social. Et en passant par-dessus le peuple. Ça se fera ça sans nous !**

Les dés sont jetés: le Parlement a décidé que le budget de l'armée devait désormais dépasser les 5 milliards. Et que la Suisse devait s'équiper de nouveaux avions de combat pour plusieurs milliards supplémentaires. S'agissant de cette acquisition, la droite est en outre parvenue à ses fins, à savoir empêcher la population d'avoir son mot à dire. Une décision aussi incompréhensible qu'irresponsable dans la mesure où la majorité du Parlement revient sur ses promesses, tait les conséquences potentielles de cette dépense et saborde notre démocratie. Pour sa part, le PS mettra tout en œuvre pour que les citoyennes et citoyens puissent – in fine – donner leur avis.

**L'Assemblée des délégué-e-s donne mandat à la direction du parti de faire en sorte que le peuple puisse se prononcer sur les milliards destinés aux nouveaux avions de combat. Si un référendum s'avère impossible, la direction du parti préparera au sein d'une très large alliance politique une initiative populaire qui exclue l'achat de nouveaux avions de combat pour les dix prochaines années. La direction du parti soumet un projet concret à l'Assemblée des délégué-e-s du 3 décembre prochain.**

**Motifs :**

Premièrement, cette décision trahit tous les engagements précédents des partis de droite. Ainsi, dans son plus récent papier de position sur l'armée (août 2007), le PLR exigeait ainsi que soit mise à disposition de l'armée « une manne financière qui devrait atteindre une moyenne annuelle d'environ 4 milliards de francs suisses ». Dans un document identique (novembre 2009), l'UDC considérait, pour sa part que « la juste ampleur des montants nécessaires à l'armée ne saurait être déterminée en fonction de la liste de vœux des militaires », mais que ces derniers étaient, au contraire, « tenus de remplir leur mission avec les montants à disposition (environ 4 milliards) ». Même analyse pour le PDC qui, en septembre 2010, estimait que la Confédération, à moyen terme, devait mettre 4 milliards de francs à disposition pour financer la défense du pays. Une position confirmée en début d'année dans le cadre de sa plateforme électorale.

Deuxièmement et à moins d'un mois des élections fédérales, la droite évite soigneusement d'évoquer les conséquences potentielles de cette décision. Elles relèvent pourtant de l'évidence: il faudra bien trouver quelque part, soit dans d'autres domaines d'intervention de l'État, les milliards supplémentaires pour acquérir ces nouveaux avions. Révélée cet été par la presse alémanique, une note interne à la Confédération était sans équivoque : les économies frapperont en premier lieu la formation, les transports ou l'aide au développement. Le Département fédéral des finances l'a d'ailleurs confirmé hier soir : des coupes seront inévitables. En d'autres termes, on allouera des milliards de francs à l'achat d'avions de combat plutôt que de les investir dans la formation. Pour acquérir des appareils dont l'utilité, sous

l'angle de la politique de sécurité, est tout sauf démontrée, on réduira l'offre en matière de transports publics ou les prestations des assurances sociales.

Troisièmement, les partis de droite se refusent catégoriquement à demander l'avis de la population. Ainsi, des formations qui n'aiment rien tant qu'à se considérer « populaires » ne souhaitent pas consulter le corps électoral sur un investissement de cette ampleur. Toutes les propositions du PS visant à le soumettre au référendum facultatif ont été proprement balayées. C'est non seulement contraire à notre conception de la démocratie, mais aussi particulièrement révélateur de la crainte qu'entretiennent le PDC, le PLR et l'UDC à l'égard du résultat potentiel d'une votation sur l'acquisition de nouveaux avions de combat. Et si cette crainte est pour le moins compréhensible, la procédure retenue ne l'est pas du tout.

Quatrièmement, il est insensé de prévoir une armée surdimensionnée et de nouveaux avions de combat à partir de scénarios basés sur une grande guerre en Europe. Les défis que la Suisse doit relever en matière de politique de paix et de sécurité sont ailleurs : c'est la lutte efficace contre le réchauffement climatique et la faim dans le monde, c'est une politique active de paix et en faveur des droits humains, c'est la contribution ciblée de la Suisse pour protéger les populations qui souffrent des conflits armés violents. La Suisse dépense beaucoup trop pour l'armée et l'équipement militaire et beaucoup trop peu pour le développement durable, pour combattre efficacement la pauvreté et pour mener une politique de paix tournée vers l'avenir.

Cinquièmement, la Suisse dispose déjà depuis longtemps d'un parapluie aérien efficace. Il est tout à fait possible de satisfaire les exigences futures d'une police du ciel opérationnelle à des coûts d'exploitation réduits, sans nouveaux équipements et avec moins de bruit. L'équipement du contrôle aérien suisse qui dispose d'avions modernes est bon et se situe largement au dessus de la moyenne en comparaison internationale, même après le retrait des avions Tiger. Il n'y a tout simplement pas besoin de nouveaux avions de combat.

En résumé, on va donc dépenser des milliards pour alimenter les fantasmes de quelques haut-gradés tout en procédant au démantèlement de l'action publique en faveur de la formation, des transports ou des assurances sociales. Et ce, sans qu'à aucun moment, le peuple suisse ne soit en mesure de donner son avis. Le PS ne prêterait pas la main à ce scandale !